

La gauche retrouve des couleurs dans ses bastions et dans les villes

PARIS (AFP) - La gauche a retrouvé des couleurs dimanche au second tour des législatives, notamment dans ses bastions traditionnels et dans les villes, lui permettant de regagner des positions que la vague sarkozyste du 10 juin semblait avoir emportées.



Si 12 circonscriptions ont basculé à droite, pas moins de 55 ont opéré le mouvement inverse.

Outre une plus forte mobilisation dans ses zones d'influence, le PS semble avoir bénéficié d'un bon report des voix des candidats du MoDem. "Le PS s'en sort mieux là où le MoDem était à 8-10% au premier tour", souligne le spécialiste de l'opinion François Miquet-Marty (LH2).

Presque uniformément bleue au soir du premier tour, la carte électorale s'est donc à nouveau teintée de rose dans un gros quart sud-ouest mais aussi dans le nord et en Bretagne, pour constituer le décalque presque parfait de celle des voix Royal au second tour de la présidentielle.

Géographiquement, le PS est dominant dans tout l'arc pyrénéen, à l'exception des quatre circonscriptions des Pyrénées-Atlantiques et de toutes les Pyrénées-Orientales. La gauche domine également en Aquitaine, Midi-Pyrénées et de façon moins nette en Poitou-Charentes, Limousin et Auvergne.

En revanche, la Bretagne, Loire-Atlantique comprise, sur laquelle le PS fondait de grands espoirs après la présidentielle, est restée partagée.

Mais c'est surtout dans le nord et les anciens départements industriels du nord-est de la France, touchés par les délocalisations et un fort taux de chômage, de l'Aisne à la Meurthe-et-Moselle, que la gauche a repris du terrain. Là où Nicolas Sarkozy l'avait nettement emporté le 6 mai, captant à plein les voix qui se portaient jusque là sur le Front national.

L'UMP demeure toutefois omnipotente dans une majorité des départements, notamment sur tout le pourtour méditerranéen, tout l'est, dans le grand bassin parisien et les contreforts sud du Massif central.

La région parisienne connaît une situation contrastée. A Paris, la gauche qui tenait 12 des 21 circonscriptions depuis 2002 en a désormais 13, ce qui conforte la position du maire socialiste Bertrand Delanoë pour l'échéance municipale de mars 2008.

En revanche, la grande couronne reste majoritairement dominée par la majorité présidentielle. Dans ses quatre départements, le PS ne détient que 4 circonscriptions sur 40. Et le rapport des forces droite-gauche est restée stable en petite couronne.

Une des spécificités majeures de ce scrutin réside dans le vote des grandes villes dont les centres ont voté à gauche, parfois dans des proportions inattendues. Un phénomène déjà constaté à la présidentielle, les villes centres accordant souvent la majorité à Ségolène Royal, alors que la ruralité plébiscitait Nicolas Sarkozy.

Cette tendance a été particulièrement nette à Bordeaux et Toulouse, dont les maires UMP Alain Juppé et Jean-Luc Moudenc ont été défaits dans des circonscriptions de l'hypercentre historiquement acquises aux maires de ces villes. Mais elle a également été sensible Nantes, Rennes, Rouen ou Lille, où le PS a reconquis le siège perdu en 2002 par la maire Martine Aubry.

Même Strasbourg, dans une Alsace ultradominée par l'UMP, a réélu le seul député socialiste - sur 16 au total -, dans la circonscription du centre-ville.

D'autres cités moins peuplées, souvent villes universitaires, ont également donné une prime aux candidats PS: Caen, Cherbourg, Saint-Etienne, Tours, Grenoble, Nancy... A Laval, l'ancien ministre UMP François d'Aubert a subi une défaite que les 53,60% récoltés le 6 mai par Mme Royal laissaient présager. Et à Châteauroux, le président socialiste de la région Centre a repris la circonscription perdue en 2002.

Exceptions notables, les villes du pourtour méditerranéen et du sud est, à commencer par Nice et Marseille, où la gauche a globalement reculé, ou encore Montpellier. A Belfort, la défaite subie par le MRC Jean-Pierre Chevènement, qui a démissionné lundi de son poste de maire, est venue confirmer la majorité sarkozyste de la présidentielle. La majorité a aussi dominé à Dijon.

Une autre caractéristique du scrutin, selon M. Miquet-Marty, a été "la capacité de remobilisation de l'électorat dans les quartiers difficiles ou les milieux modestes". Selon lui, cela a contribué par exemple à la victoire à Sarcelles de Dominique Strauss-Kahn, qui a bénéficié d'une embellie de huit points de participation.